DÉPARTEMENT
CORREZE
CANTON
TULLE
COMMUNE
TULLE
Secrétariat Général

DL/SC

Liberté - Égalité - Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE

Arrêté portant approbation du contrat n° 566006186 souscrit avec REGIS LOC pour la location d'une nacelle VL articulée 20 M du 27 au 29 août 2025

Le Maire-adjoint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Budget Communal,
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 11 avril 2023 donnant délégation au Maire et aux adjoints pour régler les affaires prévues aux articles L.2122.22 et L.2122.18 du Code Général des Collectivités Territoriales Délibération abrogeant et remplaçant la délibération n° 11 du 29 septembre 2020.
- Vu l'arrêté n°31 du 31 mars 2023 abrogeant et remplaçant l'arrêté n°68 du 27 juin 2022 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Jacques SPINDLER, Premier Adjoint,
- Considérant que la Ville de Tulle a sollicité la Société REGIS LOC pour la location d'une nacelle VL articulée 20 M du 27 au 29 août 2025 pour les besoins des Services Techniques,
- Considérant qu'il convient, à cette fin, de souscrire un contrat avec ladite société,
- Vu le contrat de location n° 56-006186 afférent,

ARRETE:

ARTICLE 1er : Approuve le contrat n° 56-006186 avec la Société REGIS LOC - RN89 - 19000 TULLE pour la location du 27 au 29 août 2025 d'une nacelle VL articulée 20 M de marque n° 35742 SNAKE 2010H PLUS − n° de série VWASXTF24K7230061 − N° immatriculation FN-802-NC pour les besoins des Services Techniques de la collectivité, Le montant total de cette location s'élève à 603,10 € HT soit 723,72 € TTC.

ARTICLE 2 : La dépense en résultant sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville, Compte : 613588 - Code : FONCTST/ELECTR

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Corrèze,
- Monsieur le Trésorier Principal de TULLE
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de TULLE,
- au cocontractant.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif qui peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site <u>www.telerecours.fr</u>.

Transmis au contrôle de Légalité le : 27/08/202SDate et Réf. de l'accusé de réception : 27/08/202S 89.136 = 2608.202S

TULLE, le 26 août 2025

Le Maire-Adjoint

Le Maire-Adjoint délégue Michel Bache USPINDLER



CONTRAT DE LOCATION N°56-006186

Établi par Herve Leroy

Rn89

19000 TULLE

05 55 20 94 94 Tél:

Email: agence.tulle@regisloc.fr

Contact / Tél:

MAIRIE DE TULLE Chantier:

> 10 RUE FELIX VIDALIN 19012 TULLE CEDEX

10 RUE FELIX VIDALIN

19012 TULLE CEDEX

MAIRIE DE TULLE

Date	N° Client	N° Contrat	N° Commande	Fol	
6/08/2025	48072	56-006186	ATT BC	1/1	

Qté	Description	Type Prix	Tarif Brut	%R	Tarif Net	<u>(L)</u>	MTHT€
	Location du 27/08/2025 au 29/08/2025						
,	NACELLE VL ARTICULEE 20M N° 35742 SNAKE 2010H PLUS, N° Série VWASXTF24K7230061, N° Immat FN 802 NC Franchise 8 HR /Jour, 23.00€ / HR supp Compteur départ 1940 HR	Jour	182,00		182,00	J:3	546,00
	Adhésion aux risques 10% sur prix de base par jour de mise à disposition						54,60
	T. C. de Béliannes						

Tarifs de Référence : Prix / J de 1 J à 5 : 182.00€ Prix / J de 6 J à 20 : 164.00€ Prix / J de 21 J à infini : 139.00€

- COMPTEUR KMS

N° CPKM35742 N° Série VWASXTF24K72300610.70€ / KM

Compteur départ 39165 KM

Adhésion aux risques 10% sur prix de base par jour de mise à disposition

- Pour votre sécurité nous vous rappelons que le port du

harnais est obligatoire

- Permis obligatoire

Comm.

Comm.

- Gagner du temps avec notre service nettoyage (à partir de 50€ HT)

Comm.

Le complément carburant et le nettoyage eventuel sont à la charge du client.

IF DE

Utilisation materiel: 8H et/ou 150 Km / jour (ou week-end). Tout dépassement entrainera un supplément de loyer.

Toute modification de commande doit être communiquée min 48H avant la location sous réserve de pénalités de transport. La date de fin de location détermine la reprise du matériel. Attention : En cas de modification de la durée de location, nous en informer rapidement.

Vous acceptez les conditions générales de vente en annexe.

Veuillez signer et retourner le présent contrat pour acceptation.

TOTAL HT 603.10€ dont ECO PART. 2,50€

Date 2 7 AOUT 2025

MONTANT TVA

120,62€

0,00

Règlement: Virement 30 jours

Nom et Signature MAIRIE DE TULLE

TOTAL TTC

723,72€

ia 183302 p. 16 05 Sotteville les Bouen - RC Rouen 305 024 515 - № TVA: FR01 305 024 515 - Bangue: Bang Rouen IBAN fi76 3000 4024 900 0405 0205 047 - BIC BNPAFRPPXXX contact (Area oc. fi - www.regisloc.fi

CONDITIONS GÉNÉRALES INTERPROFESSIONNELLES & PARTICULIERS

ARTICLE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1-1: Les conditions générales interprofessionnelles de location de matériel d'entreprise sans opérateur ont été élaborées par une commissions spécialisée réunissant les utilisateurs (FFR, FNTP) et les professionnels de la location (DLR). 1-2: Pour avoir leulaur contractuelle, les présentes conditions générales doivent être expressément mentionnées dans le contrat de boxation. Les parties contractantes règlem les questions spécifiques dans les conditions particulières du contrat de location.
- particulières du contrat de location. 1-3 : Les conditions particulières du contrat de location précisent au

- 1.3 Ltz. Cordations particuleres du Contra de exaduon precisen au minimum:

 la définition du matériel loué et soni identification,
 les conditions de transpront,
 les conditions présumport,
 les conditions particulières appearaisen
 les conditions particulières appearaisent en italique dans le présent tede.
 L'el Les usure matériel (conforme à la réglementation en vigueux).
- 1-4: Le loueur met à la disposition ou locausire un maneral regionematation en vigueur.

 1-5: Le locataire.
 1-5: Le locataire de la présente convention, le locataire doit se justifier de son identité en présentant au loueur une pièce d'identité et you une attestation de domniée. Il deven adjament s'acquitter d'une caution (ces montants sont fixés au tarif de location) par cane bancaire.
 1-5-2: La facturation est toujous s'étable au nom en l'entreprise contractante. A la demande du client, le bon de commande peut être joint à la facture, s'il est fourni au loueur. Un bon de commande enjage le locataire quel que soit le porteur ou le signataire.
 1-6: Aucune condrition même portée sur le contract ne dégradaire.
- 1-6: Aucune condition même portée sur le contrat ne peut déroger aux conditions générales et particulières de location. 1-7: Pour les demandes d'ouverture de compte et facturation fin de mois, le locataire doit fournir un extrait K BIS de moins de 3 mois et un RIB. Le louver se réserve le choît de demander une caution (montant defini au tarif de location) par carte bancaire. 1-8: Tout détenture de matériel dépouvu d'un contrat de location dûment établi et signé par le loueur peut être pourstuhi pour détournement ou voi de matériel.
- matériel. 1-9 : Pour toute facture le locataire aura à s'acquitter de frais de facturation ainsi que d'une participation au traitement des déchets (ces Taux sont fixé au

ARTICLE 2 - LIEU D'EMPLO

2-1 : SANS OBJET 2-2 : L'accèr --- --

2-1; SANS ORET
2-2: L'accès au chantier sera autorité au loueur ou à ses préposés, pendant la durée de la location. Ils doivent préalablement se présenter au responsable du chantier munis des équipements de pratection individuelle nécessaires et respecter le réglement de chantier, ainsi que les consignages de sécurité Ces préposés, assurant l'entretien et la mainteanne du matériel, restent néammoins sous la dépendance et la responsabilité du loueur.
2-3: Le locataire procéde à toutes démarches auprès des autorités compétentes pun orbenir les autorisations de faire circuler le matériel loué sur le chantier, et/ou le faire stationner sur la voir publique.
2-4: Le locataire orbient au profit du loueur un de ses préposés les autorisations nécessaires pour pénétier sur le chantier.

ARTICLE 3 - MISE À DISPOSITION

La signature du contrat reste un préalable à la mise à disposition du matériel. Lorsque cels est impossible, le locataire s'enapge à retourner dans la demi-journée le contra alerses par le loueur, signé de sa main. La personne réceptionnent le matériel sur le chantier ou le prenant pour le compte du locataire est présumé habilitée.

compte du locataire est présumée habilitée.

3-1 : Le matériel
Le matériel, ses accessoires, et tout ce qui en permet un usage normal, sont mis à disposition au locataire en bon état de marche.
Le locataire et al en droit de retuser le matériel si le loueur ne fournit pas les documents exigés par la réglementation ainsi que toutes les consignes techniques nécessaires.
La prise de possession du matériel transfère la garde juridique du matériel au locataire conformément à l'article 10-1.

3-2 : État du matériel lors de la mise à disposition
A la demande de l'une ou l'autre des parties, un état contradictoire peut être 4-bbl.

erain. Si cet état contradictoire fait apparaître l'incapacité du matériel à remplir destination normale, ledit matériel est considéré comme non conforme à

En l'absence du locataire lors de la livraison, ce dernier doit faire état au En l'absence du locataire lors de la Ivraison, ce deriner dont taire état au loueur, dans la Vijournée suivant la tirvision, de ser réserves écrières, des éventuels vices apparents el/ou des non-conformités à la commande. A délaut de telles réserves, le matériel est de fair éputé en parfait état de fonctionnement et conforme aux basoins émis par le locataire. 3-3:) bate de mèse à disposition Le contrat de location peus prévoir, au choix des parties, une date de livrais out d'enlèvement. La partie changé et d'effectuer la livriaison ou l'enlèvement doit aversir l'autre partie de sa venue avec un préavis raisonnable.

ARTICLE 4 - DURÉE DE LOCATION

4-1: La location part du jour de la mise à disposition au locataire du matéria loué et de ses accessoires dans les conditions définies à l'article 3. Elle prendi fin le jour oû le matériel loué et ses accessoires sont restitués au loueur danne les conditions définites à l'article 14. Ces dates sont foixées dans le contrat de

location.
4-2: La durée prévisible de la location, à partir d'une date initiale, peut être exprimée en toute unité de temps. Toute modification de cette durée doit fair lobjet d'un nouvel accord entre les parties.
4-3: Dans le cas d'impossibilité de déterminer de manière précise la durée de location, cette dennière peut également être conclus sans terme précis. Dans ce cas les priexis de restitution de reprise du matériel sont précisés à a

l'article 14. 4-4 : Les incidents relatifs au matériel et susceptibles d'interrompre la d de la location sont traités à l'article 9.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'UTILISATION

S-1: Nature de l'utilisation
S-1-1: Le locataire doit informer le loueur des conditions spécifiques d'utilisation du matériel loué afin que fui soient: précisées les règles d'utilisation et de sécurité fixées tant par la réglementation applicable que par

5-1-3 : le location s'interior du cous-louer écou de précis en tractions à l'accord du lousure. Cependant, dans le cardier disservation liètes au secous, le loueur ne peut s'opposer à l'utilisation par d'autres entreprise du matrieil leui, Le locataire sette néammois tenu aux obligations du contrat. En outre, dans le cardier des chantiers soumis à coordination sécurité, protection de la santé (575), le plan périeral de coordination réscurité, protection de la santé (575), le plan périeral de coordination réscurité, protection de la santé (575), le plan périeral de coordination réscurité, protection de la cardier des matriers entreprises, le louvur ne peut s'y opposer mais le locataire rests néammois tenu aux collégations au contrat le contaire de location normale du matrielle loué, donne au louveur le droit de résilier le contrat de location, conformément aux dispositions de farticle 19 et d'orger la restitution du matériel.
5-2: Durée de l'attilisation, le matériel loué peut êt su disé à discrétion, dans le respect des confolisions particulières pendant une duitée journalière le locatair de minismer le loueur et peut entraîner une supplément de loyer à définir aux conditions particulières.
5-3: Il est NIFEOT d'utiliser du carburant GNR (gazola non routier – Produit détaals) pour les véhicules routiers appartemant a loueur.

6-1: Le transport du matériel loué, à l'aller comme au retour, est effectué sous la responsabilhé de celle des parties qui l'exécute ou le fait exécuter. 6-2: La partie qui l'att exécute re l'attansporteur. Il apartier qui fait exécuter le transporteur. Il apartier qui fous les risques, aussi bien les dommages causés au matériel que ceux occasionnés par celuir con crouvers par une assurance suffisante du transporteur et. à débaux, de prendre toutes mesures utilies pour assurer le matériel loué. 6-3: Le codit du transport du matériel loué et. à l'aller comme au retour, à la charge du locataire, sauf disposition contraire aux conditions particulières.

Dans l'hypothèse où le transport est effectué par un tiers, il appartient à celui qui l'a maissonné de prouver qu'il l'a effectivement réglé. Dans le cas contraire, les comptes entre les lousur et le locataire seront réspaisés en conségueure. 6-4; La responsabilité du chargement et/ou du déchargement et/ou de l'armage incombe à civil ou cut avoit les exclusent le préposé au chargement et/ou au d'échargement et/ou au d'échargement du matériel loué doit, si inécessaire, avoir une autorisation de conduite de son employeur pour ce matériel. 6-5: Dans tous les cas, longul un sinistre est constaté à l'armève du matériel, les destinataire dei ususfiét formuler se réserves (égales auprès du transporte et en informer l'autre partie afin que les dispositions conservative autre partie et de nichmer l'autre partie afin que les dispositions conservative autre partie de l'entre partie et en informer l'autre partie afin que les dispositions conservative autre partie et de l'autre partie et de la déclaration de sinistre autre caux compagnies d'assurances puissent être faites dans les délais impartis.

ARTICLE 7 - INSTALLATION MONTAGE DÉMONTAG

7-1 : L'installation, le montage et le démontage (lorsque ces opérations s'avèrent nécessaires) sont effectués sous la responsabilité de celui qui les t nécessaires) sont : ou les fait exécute:

exécute, ou les fait exécute. Le locataire prendre toutes les mesures nécessaires pour que les règles de sécurifit (égales ou édictées par les constructours soient appliquées. Uniteravention du personnel de locueur est limiée à a seule compétence et peut en aucun cas avoir pour effet de réduire la responsabilité du locataire notamment en matière de sécurific Pour la mise en place et la pose des peut en actur las avon jour serie de reclură? Pour la mise en place et la pose des constructions mobiles, le locataire est teru de prévoir des cales et des âires de terriàn anémajes, en particulier ne equi concerne le drainage des eaux. Pour la sécurité des groupes électrogènes, le locataire est teru s. Pour la sécurité des groupes électrogènes, le locataire est teru s. - de prévoir au départ de l'utilisation, un disjoncteur différentiel ou à avertissement sonne et déclenchement automatique, afin de respecter les dispositions du Decret n° 62 1454 du 14 novembre 1962 sur la protection du décret précité). Le travaillaires notine les courants électriques (voir section la varides 29 à al du décret précité). Le branchement du matériel électrique (groupes électrogènes, compresseurs) et les mises à la terre sont elléctués par le dient et sous sa responsabilité, et le branchement du matériel électrique (groupes électrogènes, compresseurs) et les mises à la terre sont elléctués par le dient et sous sa responsabilité, et les conditions d'exécution (délai, pric...) sont fixées dans les conditions particulières.

particulières. 7-3 : L'installation, le montage et le démontage ne modifient pas la durée de la location qui reste telle que définie à l'article 4.

ARTICLE 8 - ENTRETIEN DU MATÉRIEL

6-1 : Le locataire procède régulièrement à loutes les opérations courantes d'entretien, de nettoyage, de vérification et d'appoint (graissage, carburant, hulles, antigel, pression et état des preumatiques, etc...) en utilisant les imprécients préconiés par le louceur. Le locataire se Anarge du lavage quotidis après utilisation, du contrôle des circuits de filtration et de la recharge des hettreires.

batteries. 8-2 : Le loueur est tenu au remplacement des pièces d'usure dans le re:

6% Le Noste et a. Moste et d'utes d'intervenions ont arrêtées d'un ommun acord. Sur l'asquatain contraites mentionnées dans et conditions particulières, le temps nécessité par l'entreile du matériel à b charge du closur fair partic intégrante de la durée de Celin et a. Moste d'ute et de Celin et a. Moste et a. Moste

ARTICLE 9 - PANNES, RÉPARATIONS

9-1 : Le locataire informe le loueur, par tout moyen écrit à sa convenance, en cas de panne immobilisant le matériel pendant la durée de la location.
9-2 : Dèc que le loueur est informé, le contatel est suspendu pendant la durée de l'immobilisation du matériel en ce qui concerne son palement, mais reste en vigueur pour Loutsel es autres obligations, sauf dispositions prévues à l'article 10-19-3: Toutelois, les pannes d'une durée inférieure ou égale à deux heures ne modifient pas se conditions du contrat qui restructe le dispositions de différiles à l'article 4.

defficie à l'article 4.

9-1: Le locataire à la faculté de résilier immédiatement le contrat dès que le matériel n'aura pass de remplacé dans le délai d'une journée ouvrée qui suit l'information donnée au loueur, sauf dispositions spécifiques aux conditions particulières.

La résiliation est subordonnée à la restitution du matériel.

9-5: Aucune réparation ne peut être entreprise par le locataire, sans l'autorisation présable écrite du loueur.

9-6: L'ex réparations en cas de casse ou d'issure anormale dues à une utilisation non conforme, un accident ou à une négligence sont à la charge d'Iocrataire.

ARTICLE 10 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DES PARTIES

10-1 : Le locataire a la garde juridique du matériel loué pendant la durée de mise à disposition ; il engage sa responsabilité de ce fait sous réserve des clauses concernant le transport. mise à disposition; il engage sa responsabilité de ce fait sous réserve des clauses concernant le transport. Le locataire est déchargé de la garde du matériel: - pendant la durée de la réparation lorsque celle-ci intervient à l'initiative du

loueur
- en cas de vol, le jour du dépôt de plainte auprès des autorités compétentes
Le locataire s'oblige à communiquer le dépôt de plainte au loueur.
- en cas de perte, le jour de la déclaration faite par le locataire au loueur.
Le locataire est responsable de l'utilisation du matérial loué et de tout ce qui

- en ca se perte, le jour de sa declarison late par le echatarie al aux leur. Le locataire est responsable de l'utilitation du maiériel leué et de tout ce qui concerne la prise en compiler de la nature du soi et du sous-soi.
- des régles réglissant le domaine public, - des régles réglissant le domaine public.
- de l'adjes réglissant le domaine public.
- le locataire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurità les des prendre de la commentation de matériel. Il doit notamment avoir supprinte ou signale tous les éléments pouvant créer un risque lors de l'utilisation du matériel. El doit notamment avoir supprinte ou signale tous les éléments pouvant créer un risque lors de l'utilisation du matériel. Expendent, la responsabilité du boueur ou celle de son prépoée pourra être engagée en cas de faute de l'un d'eux.

10-2: Le locataire ne peut :
- employer le matériel toute à un autre urage que ceula auquel le out normalment déstiné, es conditions différentes de celles pour lesquelles la location a été faits étainé, es conditions différentes de celles pour lesquelles la location a été fait, et entre l'entre le variet de constituteur et/ou le loueur.
- entre le matériel sur des chamiters soumis à obligation de décontamination systematique des dus matéries.

systématique desdits matériels. 10-3: Le locataire ne peut être leun pour responsable des conséquences dommageables des vices cachés du matériel loué ou de l'usure non appa rendant le matériel impropre à l'usage auquel il est destiné.

ARTICLE 11 - DOMMAGES CAUSÉS AUX TIERS (ASSURANCE "RESPONSABILITÉ ni des CIVILE")

11-1 : Véhicule terrestre à moteur (VTAM) :

11-1: Véhicule terrestre à moteur (VTAM):
Lorsque le matériel loué est un VTAM au sens de l'article L. 110-1 du Code de
la route, le loueur doit obligatoirement avoir souscrit un contrat d'assurance
automoble conforme aux articles L. 211-1 et suixants du Code des assurances
Ce contrat couvre les dommages causés aux tiers par le matériel loué dés lors
qu'il est implique dans un accident de la circulation. Le loueur doit remettre à
la l'ête demande du locataire, une photocopie de son attestation d'assurance

la lière demande du locataire, une photocopie de son attestation d'assurance nvigueur.

Les dommages occasionnés aux blens appartenant au locataire et à ses préposés restront actular de la couverture en responsabilité civilée de circulation garantie par le loueur.

Olipigations du locataire :
Le locataire s'engage à déclarer au loueur, dans les 48 heures, par lettre recommandée avec acoxié de réception, tout accident œusé par le véhicule ou dans lequel le véhicule est impliqué, afin que le loueur puisse effectuer auprès de son assureur, sa déclaration de sinistre dans les carig Jourse locataire reste responsable des conséquences d'un retard ou d'une absence de déclaration. Lis sustannes responsabilité automobiles sourcire par le loueur ne dispense pas le locataire de souscrire une assurance « Responsabilité cut Entrepne» a fine guarantir notament les dommangee causés aux cut lets ya les VIAM loués loraqui lis ne sont pas impliqués dans un accident de la circulation.

circulation.
11-2 : Autres matériels : Le locataire et le loueur doivent être couverts, chacur pour sa responsabilité, par une assurance « Responsabilité Civile Entreprise » pour les dommages causés aux tiers par le matériel loué.

ARTICLE 12 - DOMMAGES AU MATÉRIEL LOUÉ (ASSURANCES *BRIS DE MACHINE, INCENDIE, VOL...)

12-1 : En cas de dommages, le loueur invite le locataire à procéder à ur constat amiable et contradictoire, qui doit intervenir dans un délai de 5

En cas d'accident ou tout autre sinistre, le locataire s'engage à : 12-6 : V
, 1-Informer le louseur (agence ayant établi le contrat) dans les 48 heures par lettre recommandée, 2-faire paravenir, dans les deux jours, au loueur, tous les ORKGINAUX des pièces (rapport de police, de gendarmerie, constat d'huissier ...) qui auront été location

élablis. A délaul, le locataire encourt la déchéance des garanties qu'il aurait souscrites au tâtre de l'article 12-4 ci-aplès. 3- Faire établir étans les 48 heures auprès des autorités de police, en cas d'accident corporel, vol ou dégradation par vandélisme, un dédaration mentionant les circonstances, daire, heure et lieu ainsi que tridentification du

natériel loude drois maintéres différentes :

12-2-1 En souscrivant une assurance couvant le matériel prise en location. Cette assurance peut être spécifique pour le matériel considéré ou annuelle et couvrit tous les matériels que le locataire prend en location. Elle doch être souscrite au plus tate de jour de la mise à déposition du matériel loude et doit être maintenue pendan la durée du présent contrat de location. Elle doch être souscrite au plus tate de jour de la mise à deposition du matériel loude et doit être maintenue pendan la durée du présent contrat de location. Le locataire doit fallemer le louvar de festience d'une telle couverture d'assurance. En début d'année ou au plus tatel au moment de la mise à disposition du matériel, le locataire dades se l'attestion di dassurance correspondant au contrat souscrit, comportent notamment l'engagement pris le defie de l'emploi, introje ét, le cas étable fanchisés.

Les Yanchises du cuntra qu'il a souscrit, le montant des garanties et des franchises. Les éventuelles limites, exclusions et franchises d'indemnination résultant du contrat d'assurance souscrit par le localaire sont inopposables au loueur au repart des engagements du contrat. En cas de dommage au matériel, le locataire et ses assureurs renoncent à tous recours contra le locater et ses assureurs. 22-22: En acceptant, pour la courerture « Bris de machines », la renonciation à recours du loueur et de son assureur moyennant un coût supplémentaire. Dans ce cas, le loueur doit chierent in informer le locataire sur les limites exactes de l'engagement pris, notamment sur :

- les montants des garanties,

les franchises, les exclusions,

- les confidents de la renonciation à recours de l'assurance contre le locataire. Lotte limite non mentionnée su contrat est alors înopposable au locataire. Les conditions de la renonciation à recours du Loueur sont énoncées à l'article 12-4 de après.

12-2-3 : En restant son propre assureur sous réserve de l'acceptation du

12-2-3 : an restant son proper assureus soon reserve de l'auceptation du loueur. I el locataire :
A défaut d'acceptation du loueur, le locataire :
- oit, souscrit une assurance conveant le matériel pris en location dans les conditions prévues à l'article 12-21,
- soit, accepte les conditions da loueur, prévues à l'article 12-22 & 12-4.
12-3 : Dans le cas de le locataire assure le matériel auprès d'une compagnie de l'accepte de l'experience de l'accepte de l'experience de l'accepte de l'acce

deluction tatte d'un coefficient d'usure foé à dire d'expert ou à détant dans les conditions particulières.
Indemination du lousure fines application de l'article 12-4.
En cas des sinistre, le contrat de location prend fin le jour de la réception de la déclaration faite par le locataire.
L'indemination du matériel par le locataire au bénéfice du loueur est exigible immédiatement, le locataire sera tenu d'exercer les recours contre sa compagnier d'assurance a posteriori.
L'indemination est calculée, sur la base de la valeur de remplacement par un matériel neuf à la date du sinistre (valeur catalogue), et après déduction de matériel neuf à la date du sinistre (valeur catalogue), et après déduction de valeur de remplacement par un matériel neuf à la date du sinistre (valeur catalogue), et après déduction de valeur de remplacement par un matériel neuf à la date du sinistre (valeur catalogue), et après déduction de velusité est de 0,83% par mois d'anciennet. Dans tous les cas, le locataire est reduvable d'une indeministion forfaitaire minimum de 1000 euros Hors taxes.

L'indeministion overtée par le locataire r'entraine en aucun cas la venete du matériel endommagé, qui reste la propriété coxiuére du loueur.

Le loueur est seul décideur quand à faite procéder ou non à la réparation.

2-4 : Gasantie bris de machine-vol

Le bouter les s'eur decenir quante a laute princeteur un roin an important.

12-4 - Gasantie bris de machinera-vol
Conformément à Farticle 12-2-2, le louour propose au locataire une
renocation à recours dans les termes suivants:
12-4-1 : Etendue de la garantie
Sont couvert les dommages causés au matériel dans le cadre d'une utilisation

normale. Est couvert le vol lorsque le locataire à pris les mesures élémentaires de protection (exemple : chaînes, antivols, cadenas, sabots, timon démonts En dehors des heures d'utilisation du matériel, la garantie est acquise q - le matériel est fermé à de et stationné dans un endroit (obs, et

les clés et les papiers ne sont pas laissés a

- les cides et les papiers ne sont pas làssés avec le matériel
12-4-2: Exclusion de la garantile de l'article 12-4-1
Sont exclus de la garantile visée à l'article 12-4-1:
- les sinistres résultant de la directionis our chamtier
- les dommages occasionnés au matériel et aux tiers suite à un mauvais
attelage ou arrinage
- les dommages consécutifs à une négligence caractérisée ou intention

les dominages conscionés due regignente sanctive de diventione de la préconsistions constructeur,
 les dommages causés par du personnel non qualifié ou non autorisé - les crevaisons de pneumatiques, les parties démontables, batteries, véreux, boîte à documents, etc...

teux, boite a documents, etc... Le vol lorsque in matériel est laissé sans surveillance ni protection, - la perte du matériel, - les déscrières consécutifs à des actes de vandalisme - les opérations de transport et celles attachées (grutage, remorquage

rapatriement);

- les fais engagés pour dégager le matériel endommagé (grutage, remorquage, rapatriement...) même lorsque ces opérations sont effectué le loueur à la demandé du locataire,
- les dommages au matériel en crimitation ou transporté lorsque c'est la conséquence directe du non-respect des hauteurs sous pont et/ou du col la crute.

Tous dommage aux tiers lors de l'utilisation du matériel (ex : percement de

canalisations délétrioration de lignes...)
Le cas échéant, les dispositions de l'article 12-3 s'appliquent. En outr
locueur se réserve la possibilité d'un recours à l'encontre du tiers resp
ou de sa compagnie d'assurances.
12-4-3: Tarification

ou de sa compagnie d'assurances.

2.4-3: Tarification

Les taux actuellement en vigueur sont de 10 % du tarif de location, selon les matériels loués et selon que le locataire soit une entreprise ou un particulier (ces taux sont fixés aut tarif de location).

Ce taux s'applique par jour de mitse à disposition, week-end et jours fériés compris et ne prend pas en cempte les remites éventuelles.

2.4-4: Quote-par t restant à la charge du locataix avec un minimum de 1000 euros hors taxes.

Matériel réparable : 15 % du montant des réparations avec un minimum de 1000 euros hors taxes.

Matériel hors service ou voié: 15 % de la valeur de remplacement par un matériel neul (valeur catalogue) avec un minimum de 1000 euros hors taxes.

12.4-5: Liunite maximum de garantie : 150 000 euros par sinistre.

12-5: Lia grantie dommage de svéhicules (canional bennes, camlons nacelles, fourgons, autres) est obligatoire pour toute location

Etendue:

- dommages matériels au véhicule.

fourgons, sutrica) est obligatoire pour toute location

Etendue:
- dommages matériels au véhicule,
- void du véhicule fermé à dés.
- Tarification: se garantie est tarifée au taux de 10 % du tairif de base du prix de
la location, par jour de mise à disposition, weck-end et jours lériés compris, et
ne prend pas en compte les remises éventuuels.

Quote-parà à la Abarge du locataire. Pour tout accident de la circulation en
torts ou en torts paragés, ou sans tiers identifiés, la quote-part est de :
- 15% da montant des réparations ou de la valeur de remplacement par un
matériel neuf (si hors service) avec un minimum de 1 000 euros hors taves
pour les véhicules au PTAC inférier un degal à 31 connes, eu un minimum de
1,525 euros hors taves pour les véhicules au PTAC supérieur a 33 connes.
- Pour les dommages causés au matériel lorsqu'ilé est en exploitation, la quotepart à la charge du locataire est déterminée selon les règles de l'article 12-44
-é-avant, fio outre, la garantie ne couvre pas :
- les dommages au matériel lorsque c'est la conséquence directe du non
respect des hauteurs sous pont «fou du code la route,» la perte ou le vol des
effets personnels des préposés du locataire.
Né: les conséquences du nonvreaper des dispositions du Code de la route
entent à la charge du locataire.

restent à la charge du l'ocataire. En cas de contravention, les frais de consignation que le loueur serait tenu de règler pour préserver ses droits seront refacturés pour leur montant au locataire en sus d'un forfait de 20 € HT par amende pour frais de traitement

12-6 : Validité. Le locataire doit être à jour de ses obligations contractuel pour bénéficier des garanties visées aux articles 12-4 et 12-5 et notamm de ses obligations déclaratives visées à l'article 12-1. A défaut, le loueur réserve la possibilité de réfuser ou de réalière lesdites garanties en cours

scrites ARTICLE 13 - VÉRIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES

au titra de l'article 12-4 ci-après
3- Faire dablir dans les d'heures auprès des autorités de police, en cas
d'accident corporte vol ou dégradation par vandalisme, une décharation
mentionnant les circonstances, date, heure et lieu ainsi que l'identification du
matérie.
4 a compagnie d'accurance de loueux
12-2 : Le louataire peut coronir sa responsabilité pour les dommages causés au
12-2 : Le louataire peut coronir sa responsabilité pour les dommages causés au
13-1 : Le locataire doit mettre le matérie dissipée pour les besoins des vérifications réglementaire froit responsabilité
namérie loude de troit manières différentes
12-2 - 1: Le souscire doit mettre le matérie de pour les besoins des vérifications
13-1 : Le locataire doit mettre le matérie l'eure de matérie de matérie de matérie de matérie de matérie de de le de dernière à les mêmes conséquences qu'une immobilisation
(cl. article 9).
13-3 : Le coût des vérification réglementaire froit responsabilité pour les dommages causés au
13-1 : Le locataire doit mettre le matérie loué à la disposition du loueur ou de
matérie loue de tre de dernière à les mêmes conséquences qu'une immobilisation
(cl. article 9).
13-1 : Le locataire doit mettre le matérie loué à la disposition du loueur ou de
matérie loue de tre dernière à les mêmes conséquences qu'une immobilisation
(cl. article 9).
13-1 : Le locataire doit mettre le matérie loué à la disposition du loueur ou de
matérie loue de tre dernière à les mêmes conséquences qu'une immobilisation
(cl. article 9).
13-1 : Le locataire doit mettre le matérie loué à la disposition du loueur ou de
matérie loue du ret dernière à les mêmes conséquences qu'une immobilisation
(cl. article 9).
13-1 : Le locataire doit mettre le matérie loue de suite pour les besoins des vérifications
réglementaires.
13-1 : Le locataire doit mettre le matérie loue de suite pour les besoins des vérifications
réglementaires.
13-1 : Le locataire doit mettre le matérie loue le matérie loue une pour les besoins des vérifications
réglementaires.
13-1 : Le loca

ARRICLE 14 - RESTITUTION DU MATÈRIEL

14-1: A l'expiration du contrat de location, quel qu'en soit le motif,
éventuellement prorogé d'un commun accord, le locataire est tenu de
rendre le matériel en bon état, compte tenu de l'usure normale inhérente à
la derée de l'emplo, inettoyé et, le cas échéent, le ploin de carburant fait. A
défaut, la fourniture de carburant est facturée au locataire. Le matériel est
estitué, suul accord contraire des parties, au dépôt, du lourur prendant les
heures d'ouverture de ce dernier.
14-2: Lonque le transport retour du matériel est efféctué par le loueur ou
son prestataire, le loueur et le locataire conviennent par tout moyen écrit de
la date et du lite de reprise un médiérie, la garde principue est transférée au loueur au moment de la reprise, et eu plus tand à l'issue d'un délai de 24
heures à compter de la date de reprise comment. Pour totae demande faite
le vendred ou la veille de jour fient, la reprise du matériel s'effectue su plus
ard le premier pour ouvre subunt la locataire doit tenir le matériel à la
déposition du loueur dans un lieu accessible.
14-3: Le bon de retour cu de restitution, matérialisant la fin de la location
est établi par le loueur. Il y est indiqué notamment:

est établis par le louseur. Il y est indiqué notamment :
- lejour et Pheur de restitution,
- les réserves jugière nécessaires notamment sur l'état du matériel restitué.
- les réserves jugière hécessaires notament sur l'état du matériel restitué.
- l'es maiériele étacressoires non restitués et non déclarés volés ou perdus sont facturés au locataire sur la base de la valeur à neuf, après avgiration du délai de restitution livé dans le lettre de mise en demeure.
- 14-5 : Dans le cas où le matériel nécessite des remises en état consécutives de des chomages imputables au locataire, le lousure pure les facturer au locataire après constat contradictiex conformément à l'article 12.

ARTICLE 15 - PRIX DE LA LOCATION

ARTICLE 19 - PRIX DE LOCATION

15-1: Le prix du loyer est généralement fixé par unité de temps à rappeler pour chaque location, toute unité de temps commencée étant due dans la limite d'une journée. Le matériel est loué pour une durée minimum d'une journée. Le drucée de location hebonadaire est nomalement calculée en jours ouvrés du hund au vendredi), Le locasaire doit informer préslablement par écrit le loueur pour une utilisation le samedi (ilimanche ou jour féné, sauf pour les maériels dennt le tant est indiqué en jour calendaire. Toute periónde commencée est due, Le contra de location prend fin la veille pour tout maériel retritué dans l'entrepét du loueur avant 8 H 00.Les tarifs sont révisables annuellement sans présivis.

15-2: Les conditions particulières réglent les conséquences de l'annulation d'une réservation le matériel, au plus tard 12 lieuues avant la date convenue de mise à disposition. A défaut, la location d'une plumée sera facturée au locatiire.

15-3: L'intervention éventuelle auprès du locataire de Personnels techniques tet que monteur, est réglée par l'article 7

13-3 : L'intervention eventuelle auprès du localaile de personnes techniques tel que monteur, est réglée par l'article 7 15-4 : Dans le cas de modification de la durée de location initialement prévue, les parties peuvent renégocier le prix de ladite location.

ARTICLE 16 - PAIEMENT

16-1: Les conditions de règlement sont prévues aux conditions particulières. Le non-palement d'une seule échéance entraine, après mise en demeure, resté finctuseuse, la résiliation du contait conformément à l'article 19. Un acompte calculé sur la durée prévisionnelle de location pourra être demandé au focataire, for de la conclusion du contrat de

pours être demandê au locataire, lors de la conclusion du contrat de location.

16-2: Pienitités de retard Toute facture impayée à son échéance entraine des pénalités de tertard dont le taux est fixé-aux conditions particulières et à défaux. conformément à l'article L. 441-6 du code du commerce. En cas de non-paiement du loyer à l'échéance ou de non-acceptation ou de non-paiement du loyer à l'échéance ou de non-acceptation ou de non-restitution du matéria au terme convenu, la totalité des sommes duses par le locataire au louurs dévient immédiatement exigible et toutes les conditions particulières consenties sont anualiset de plein droit, entre ne cas de poursuite de l'activité. Le taux applicable aux pénalités de retard est égal au toux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récent en majoré de 10 points de pour centage. Attre de clause periant, le loueur se réserve le chris d'ajouter aux pénalités de retard une indemnité de 15% avec un minimum de 50 € euros pour remise du dossier au contentieux, sans préjudice de tous autres frais judiciaires s'il y échet.

ARTICLE 17 - CLAUSES D'INTEMPÉRIES

En cas d'intempéries diment constatées et provoquant une inutilisation de fait du matériel loué, le loyer est facturé à un taux réduit à négocier entre les paries. Soile une notification par télécopie cu par couriel avant 10 heures naque jour d'intempéries, permet au locataire de se prévaloir du bénéfice de la présente clause Une réduction de prix de 50% est alors appliquée des premier jour suit pour les abris de chattler, les groupes électrogéries su six, les matériels loués au mois, en longue durée ou en contrat à durée déterminée Néamonis se locataire conserve la garde juridique du matériel conformément à l'article 10.

ARTICLE 18 - VERSEMENT DE GARANTIE

Les conditions particulières déterminent les modalités de la garantie due par le locataire pour les obligations qu'il contracte.Les montant de garantis sont fixés au tarif de location et sont payables uniquement par virement espèce ou carte de paiement

ARTICLE 19 - RÉSILIATION

En cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties, l'autre partie est en droit de résilier le contrat de location sans préjudice des dommages-intérètes qu'élle pourrait réclamer. La résiliation prend effet appeis l'envoir d'une mise en demeure eretée infrunctueuse. Le matériel est restitué dans les conditions de l'article 14. Undivisibilité entre tous les contrats impirque que la résolution de l'un d'eux entraîne de plein droit celle des autres, à la discrétion du loueur.

ARTICLE 20 - ÉVICTION DU LOUEUR

20-1 : Le locataire s'interdit de céder, donner en gage ou en nantissement le

20-1: Le locataire s'interdit de céder, donner en gage ou en nantissement l'
matériel loué.
20-2: Le locataire doit informer aussitôt le loueur si un tiers tente de faitre
valoir des droits sur le matériel loué, sous la forme d'une revendication,
d'une opposition ou d'une salsie.
20-3: Le locataire ne peut enlever ou modifier ni les plaques de propriété
apposées sur le matériel loué, ni les inscriptions portées par le loueur. Le
locataire ne peut auleure aucune inscription ou marque sur le matériel loué
sans autorisation du loueur.

ARTICLE 21 - PERTES D'EXPLOITATION

Par principe, les pertes d'exploitation, directes et/ou indirectes, ne peuvent pas être prises en charge.

ARTICLE 22 - RÉGLEMENT DES LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, tout différend est soumés a tribunal compétent qui peut avoir été désigné préalablement dans les conditions particulières. De convention expresse et sous réserve de la législation impérative en vigueur, les tribunaux de Roues sont seul compétent pour connaître de tout litige relatif au présent contrat. FIN